

# TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## 22 questions sur la transition énergétique basée sur les énergies renouvelables

### Préambule

La décision de mettre en œuvre une transition énergétique bas carbone, avec pour première étape la PPE 2019-2028 (Programmation Pluriannuelle de l'Énergie), résulte de la signature par la France du Traité de Paris post-COP 21.

Celui-ci est basé sur les conclusions des rapports du GIEC qu'il convient de relire rigoureusement, sans en inférer mécaniquement à la nécessité d'une transition énergétique bas carbone fortement basée sur des énergies renouvelables intermittentes (éolien et solaire).

Après ce préalable de caractère scientifique, il faut s'interroger sur l'impact de cette version de la transition énergétique, en termes de développement durable tant à l'échelle locale que régionale ou nationale, en termes de coûts pour la Nation et d'effets sur le budget des ménages et sur la précarité énergétique, enfin, sur la compétitivité des entreprises. Sans oublier l'impact sur la gestion du réseau de distribution, en termes de qualité et de disponibilité, toutes formes d'énergie confondues (électricité, carburants, chaleur).

Enfin, il ne faut surtout pas minimiser les impacts locaux des équipements énergétiques tels que centrales éoliennes ou solaires, unités de méthanisation, centrales à énergie bois. Ces impacts peuvent être environnementaux ou paysagers, concerner la biodiversité, la santé, la valeur des biens immobiliers, voire les interactions avec d'autres activités (radars météo, aviation civile et militaire...). Il faut également prendre en considération l'impact social : acceptabilité par les riverains, les conflits d'usage et de voisinage, effets sur les équilibres territoriaux.

La Charte de l'Environnement, incluse dans la Constitution, fournit des repères qui ont souvent été perdus de vue, au regard de l'impact des politiques publiques notamment.

Ces considérations sont reprises sous forme de 22 questions. Les poser, y apporter des réponses, permettra d'ouvrir un débat sincère basé sur une analyse complète des données scientifiques, techniques, économiques et sociales. La réflexion préalable à des propositions raisonnables doit être préservée des effets de manche et des affirmations péremptoires des communicants, commerciaux et idéologues, qui accaparent la scène du débat climatique et de la transition énergétique.

A cette condition les pouvoirs publics parviendront à lever les réticences des populations locales à l'encontre de décisions prises jusqu'ici sans qu'on se soit donné le temps et les moyens de les informer ni de les consulter. Parce que *la transition énergétique n'est qu'une composante de la transition écologique, et que celle-ci ne saurait réussir sans la participation active des citoyens ni au détriment de nos territoires.*

## 22 QUESTIONS SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE BASÉE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

### Les bases scientifiques et techniques de la politique zéro carbone en France

1. Sur quelles données scientifiques actuelles est construit le cadre de la transition énergétique ?
2. Quelles ont été les procédures scientifiques ayant permis de construire ce cadre ?
3. Comment et à quelle hauteur l'impact - national, mondial - de la politique zéro carbone choisie par la France a-t-il été évalué ?
4. Cette évaluation a-t-elle permis d'établir solidement le caractère urgent et incontournable de cette politique énergétique bas carbone ?
5. Comment s'établit le bilan actuel complet de la consommation d'énergie primaire et secondaire en France ?

6. Quelles sont toutes les options possibles - et les plus efficaces - pour diminuer l'empreinte carbone de la France et le développement des EnR répond-il à cet objectif ?
7. Par quelles actions pourrait être compensé l'éventuel maintien dans le mix énergétique de centrales à énergies fossiles pilotables ?
8. Quelles seraient les conséquences de tous ordres de la sortie du nucléaire en France, en prenant en compte les résultats objectifs d'expériences étrangères ?
9. Quelles sont les méthodes actuellement utilisées par les agences de l'Etat pour comparer les coûts des divers modes de production d'électricité et quelle est leur validité scientifique ?
10. En comparant les divers modes de production d'électricité, prend-on en compte l'analyse du cycle de vie (LCA) dans tous les secteurs environnementaux (air, eau, sol, déchets), et intègre-t-on leur empreinte au sol (surface nécessaire par unité de puissance installée) ?

### **La cohérence stratégique du développement des énergies renouvelables**

11. Une politique bas carbone centrée sur la production d'électricité à partir d'énergies intermittentes (éolien et solaire notamment) répond-elle aux critères de développement durable (tels que formulés par l'agenda 2030 de l'ONU, voir annexe) ?
12. En particulier, permet-elle d'assurer une électricité bon marché, disponible pour tous, à tout moment et a-t-on chiffré le risque de précarité énergétique et comment l'éviter ?
13. Quel est l'impact d'une augmentation des tarifs d'électricité et de l'application des diverses taxations destinées à financer la transition énergétique, sur la compétitivité des entreprises ?
14. Quel serait le nombre d'emplois locaux (qualifiés et non qualifiés) créés par la réalisation de la transition énergétique bas carbone, nets des emplois supprimés (activités commerciales, industrielles et agricoles traditionnelles) ?
15. Quel en serait l'impact sur la croissance économique locale, régionale, nationale et sur les finances des collectivités publiques ?

### **L'impact des énergies renouvelables sur la gestion du réseau électrique**

16. A-t-on chiffré le coût global des adaptations à apporter au réseau de distribution d'électricité pour permettre la connexion d'un grand nombre de sources intermittentes et dispersées, et l'a-t-on porté à la connaissance du public
17. En a-t-on évalué la faisabilité technico-économique et l'acceptabilité sociale, en particulier des dispositifs d'effacement volontaire et des dispositifs informatiques associés ??
18. Le stockage d'électricité à grande échelle est-il réalisable aujourd'hui ? Quel en serait le coût ?

### **L'analyse multicritère des installations énergétiques**

19. Dispose-t-on de données quantitatives fiables sur l'impact environnemental des installations énergétiques : biodiversité, sols, eau... ?
20. Comment minimiser l'impact paysager de ces installations, tant pour les paysages du quotidien qu'au voisinage des sites bâtis ou naturels classés ?
21. Quelles connaissances a-t-on de leur impact sur la santé et le bien-être des riverains et dispose-t-on de données épidémiologiques - en particulier sur les effets des nuisances sonores des éoliennes ?
22. Dispose-t-on de données fiables sur le retentissement économique et social de l'implantation d'installations énergétiques (effet sur les activités touristiques, décote immobilière, climat social...) ?